

BIBLIOGRAPHIE

- **ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE**, *Évolution de la procédure de suivi de l'assemblée (mai 2005 – juin 2006) : ANDORRE*, (addendum au rapport), (Doc 10960), 12 juin 2006, p. 133.
- **ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE**, *Situation des habitants des zones d'Akrotiri et de Dhekelia placées sous souveraineté britannique*, (rapporteur : M. GROSS), (Doc. 11232), 4 avril 2007, 11 p.
- **ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE**, décision de clôture de la procédure de suivi de la Principauté de Monaco, n°722(2009), 1^{er} octobre 2009.

-B-

- **BASCOU (J.)**, *projet de loi n° 2328, autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Saint-Marin relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale, projet de loi n° 2331, autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale*, (rapport de l'Assemblée nationale), n°2580, 8 juin 2010, 27 p.
- **BOUAYARD-AGHA (F.)** et **HERNANDEZ (H.-L.)**, *Étude des besoins de développement propres aux petits États membres et de la façon dont le système des Nations Unies pour le développement répond à ces besoins*, (étude des Nations Unies) Genève, 1993, 39 p.
- **BOUTARIC (E.)**, *Acte du Parlement de Paris (1254 —1299)*, (Archives de l'Empire) Paris, Henri Plon 1863, t.I., 464 p.

-C-

- **COMMISSION EUROPÉENNE**, *proposition de décision du Conseil relative à la signature de l'accord entre la Communauté Européenne et la Principauté de Monaco prévoyant des mesures équivalentes à celles prévues dans la directive 2003/48/CE du Conseil du 3 juin 2003 sur l'imposition des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts et à l'approbation ainsi qu'à la signature de la Déclaration d'intention qui l'accompagne et proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté Européenne et la Principauté de Monaco prévoyant des mesures équivalentes à celles prévues dans la directive 2003/48/CE du Conseil du 3 juin 2003 en*